

09-07-1999

N°

51.274 / CD 118.11

CU

EAE_NKB.118

Commission paritaire de l'industrie alimentaire

Convention collective de travail du 30 avril 1999 relative aux conditions de travail et de rémunération des ouvriers occupés dans les entreprises de conserves de viande, saucissons, salaisons, viandes fumées et dérivés de viande

Chapitre I : Champ d'application

Art. 1. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises de conserves de viande, saucissons, salaisons, viandes fumées et dérivés de viande.

Par ouvriers sont visés les ouvriers masculins et féminins.

Chapitre II : Salaires horaires

Art. 2. Le 1er juin 1999, les salaires horaires minimums suivants sont d'application pour les ouvriers, quel que soit leur âge :

	38 heures/semaine	37 heures/semaine
Manoeuvres	375,50 BEF	384,40 BEF
Spécialisés	389,05 BEF	398,20 BEF
Qualifiés	405,95 BEF	415,80 BEF

Ces salaires horaires minimums sont augmentés de 6,25 BEF de l'heure au 1er juin 2000, quel que soit le régime de travail.

Art. 3. Les ouvriers qui exercent des fonctions de valeur différente ont droit au salaire prévu pour la fonction la plus élevée, pour autant, soit qu'ils aient été engagés pour exercer la fonction la plus élevée, soit qu'ils exercent cette dernière fonction durant plus de la moitié de la durée de leurs prestations.

Art. 4. Le salaire des gens de métier est le salaire normal appliqué dans la région pour la catégorie d'ouvriers à laquelle ils appartiennent.

Art. 5. Pendant les six premiers mois d'occupation dans l'entreprise, à compter à partir du premier jour de la première entrée en service, un salaire d'accès est applicable, s'élevant à 90% du salaire réellement payé pour la fonction dans l'entreprise.

Les périodes d'occupation dans l'entreprise avant le 1er juin 1999 sont déduites de ces six mois. La période de six mois ne peut être appliquée qu'une seule fois par ouvrier, mais elle peut cependant être échelonnée sur plusieurs périodes d'occupation.

Une fois cette période de six mois dépassée, l'ouvrier concerné a droit à une prime s'élevant à 10% du produit résultant de la multiplication de 26 fois le salaire horaire normal, multiplié par le régime de travail convenu de l'ouvrier concerné dans l'entreprise.

Les salaires d'accès ne peuvent être invoqués pour l'application de l'article 10 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

Les salaires d'accès ne peuvent être cumulés avec d'autres régimes salariaux dégressifs tels que ceux des stagiaires, apprentis industriels et étudiants.

Art. 6. En dérogation à l'article 2 de la présente convention collective de travail, les salaires minimums suivants sont d'application aux ouvriers occupés en tant qu'étudiants, comme prévu sous le titre VII de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, exprimés en pourcentage des salaires minimums mentionnés à l'article 2 :

Âge	Pourcentage
18 ans et plus	90
17 ans	80
16 ans	70
15 ans	60

Chapitre III : Rattachement des salaires horaires à l'indice des prix à la consommation

Art. 7. Les salaires horaires minimums visés dans la présente convention collective de travail, ainsi que les salaires effectivement payés dans les entreprises, sont rattachés à l'indice des prix à la consommation, conformément à la convention collective de travail du 30 avril 1999, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie alimentaire, rattachant les salaires à l'indice des prix à la consommation. Ils correspondent à la tranche de stabilisation 100,81 inclus 104,88 exclu, telle que celle-ci résulte de l'application de la convention collective de travail précitée.

Chapitre IV : Prime de travail de nuit

Art. 8. Sans préjudice des dispositions de la loi du travail du 16 mars 1971, le travail presté entre vingt-deux heures et six heures est considéré comme travail de nuit.

Art. 9. Le travail de nuit donne droit à un supplément de salaire de 20 %.

Chapitre V : Prime de travail en équipes

Art. 10. Les ouvriers travaillant en équipes de 6 à 14 heures ou de 14 à 22 heures ont droit à une prime égale à un supplément de salaire de 10 %.

Chapitre VI : Prime de travail dans les locaux frigorifiques

Art. 11. Les ouvriers occupés au travail dans les locaux frigorifiques ont droit, pour les heures qu'ils y passent, à un sursalaire de :

- 5 % lorsque la température y est inférieure à + 5° C;
- 10 % lorsque la température y est inférieure à - 18° C;

avec un minimum de 20 BEF.

Chapitre VII : Octroi d'un supplément pour différentes fonctions

Art. 12. Les fonctions énumérées ci-après entraînent l'octroi d'un supplément de salaire de 5% en remplacement de l'allocation convenue précédemment de 1 BEF l'heure :

- 1. Ouvrier qualifié : saumureur;
- 2. Ouvrier spécialisé : a) préposé au fumoir;
b) ouvrier préposé à l'entreposage frigorifique;
- 3. Ouvrier manoeuvre : a) aide-saumureur;
b) aide fumeur;
c) aide du préposé à l'entreposage frigorifique;

Art. 13. Le supplément de salaire fixé à l'article 12 est calculé sur base du salaire effectivement payé à l'ouvrier. Il n'est toutefois accordé que durant le temps au cours duquel la fonction est exercée.

Chapitre VIII : Validité

Art. 14. La présente convention collective de travail remplace celle du 25 juin 1997, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, fixant les salaires horaires des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de conserves de viande, saucissons, salaisons, viandes fumées et dérivés de viande, rendue obligatoire par arrêté royal du 10 juin 1998 (Moniteur belge du 9 septembre 1998).

Elle produit ses effets le 1er juin 1999 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2000. Subséquemment, elle est prorogée par tacite reconduction pour des périodes consécutives d'un an, sauf dénonciation par une des parties, signifiée au plus tard trois mois avant l'échéance de la convention collective de travail par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.

Les régimes plus avantageux qui existaient avant l'entrée en vigueur de la présente convention collective, sont maintenus.

La convention collective de travail du 20 décembre 1971, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, fixant les primes pour travail en équipes et de nuit des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de conserves de viande, saucissons, salaisons, viandes fumées et dérivés de viande, rendue obligatoire par arrêté royal du 3 juillet 1972 (Moniteur belge du 24 octobre 1972) et la décision de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire du 9 juin 1959 relative aux salaires de certains travailleurs occupés dans l'industrie de la viande, rendue obligatoire par arrêté royal du 27 août 1959 (Moniteur belge du 12 septembre 1959) sont abrogées à partir du 1er juin 1999.

Commentaire

Les salaires horaires minimums, mentionnés à l'article 2, sont en Euro :

	<i>38 heures/semaine</i>	<i>37 heures/semaine</i>
<i>Manoeuvres</i>	<i>9,3084 EUR</i>	<i>9,5290 EUR</i>
<i>Spécialisés</i>	<i>9,6443 EUR</i>	<i>9,8711 EUR</i>
<i>Qualifiés</i>	<i>10,0632 EUR</i>	<i>10,3074 EUR</i>

03-05-1999

09-07-1999

NR.

N^o 51.274 / cd 118-1

EAE_NKB.118

Paritair Comité voor de voedingsnijverheid

Collectieve arbeidsovereenkomst van 30 april 1999 betreffende de loon- en arbeidsvoorwaarden van de arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen van vleesconserven, worsten, pekelvlees, gerookt vlees en vleesderivaten

Hoofdstuk I : Toepassingsgebied

Art. 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders van de ondernemingen van vleesconserven, worsten, pekelvlees, gerookt vlees en vleesderivaten.

Met arbeiders worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders bedoeld.

Hoofdstuk II : Uurlonen

Art. 2. Op 1 juni 1999 gelden volgende minimumuurlonen voor de arbeiders, ongeacht hun leeftijd :

	38 uren week	37 uren week
Hulparbeiders	375,50 BEF	384,40 BEF
Geoefenden	389,05 BEF	398,20 BEF
Geschoolden	405,95 BEF	415,80 BEF

Deze minimumuurlonen worden verhoogd met 6,25 BEF per uur op 1 juni 2000, ongeacht het arbeidsduurstelsel.

Art. 3. De arbeiders die functies van verschillende waarde uitoefenen, hebben recht op het voor de hoogste functie voorzien loon, voor zover zij ofwel aangenomen werden om de hoogste functie uit te oefenen, ofwel deze laatste functie minstens gedurende meer dan de helft van de duur van hun prestaties uitoefenen.

Art. 4. Het loon van de **vaklieden** is het **normaal** loon dat in het gewest wordt toegepast voor de categorie van arbeiders waartoe zij behoren.

Art. 5. Gedurende de eerste zes maanden van tewerkstelling in de onderneming, te rekenen vanaf de eerste dag van de eerste indiensttreding, **geldt een** instaplloon ten bedrage van 90% van het werkelijk betaalde loon van de functie in de onderneming.

De périodes van tewerkstelling in de onderneming vóór 1 juni 1999 worden in mindering gebracht op deze zes maanden. De periode van zes maanden kan slechts één maal per arbeider worden toegepast maar kan evenwel gespreid worden over meerdere tewerkstellingsperiodes.

Eens deze periode van zes maanden overschreden, heeft de betrokken arbeider recht op een premie ten bedrage van 10% van het product **bestaande** uit 26 maal het normale uurloon, **vermenigvuldigd** met de overeengekomen **arbeidsregeling** van de betrokken arbeider in de onderneming.

De instaplonen **kunnen** niet ingeroepen worden voor de toepassing van **artikel 10** van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke **arbeid**, de **uitzendarbeid** en het ter beschikking stellen van **werknemers** ten behoeve van **gebruikers**.

De instaplonen kunnen niet gecumuleerd worden met andere degressieve loonregelingen zoals deze voor stagiairs, industriële leerlingen en studenten.

Art. 6. In afwijking op artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst gelden voor arbeiders tewerkgesteld met een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten zoals bepaald in titel VII van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten volgende minimumlonen, uitgedrukt als een percentage van de in artikel 2 vermelde minimumlonen :

Leeftijd	Percentage
18jaar en ouder	90
17 jaar	80
16 jaar	70
15jaar	60

Hoofdstuk III : Koppeling van de uurlonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen

Art. 7. De bij deze collectieve arbeidsovereenkomst vastgestelde minimumuurlonen, alsook de werkelijk betaalde lonen in de onderneming worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 april 1999, gesloten in het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid, tot koppeling van de lonen aan het indexcijfer der consumptieprijzen. Zij stemmen overeen met de stabilisatieschijf 100,81 inbegrepen 104,88 niet inbegrepen, zoals deze voortvloeit uit de toepassing van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst.

Hoofdstuk IV : Premie voor nachtarbeid

Art. 8. Onverminderd de bepalingen van de arbeidswet van 16 maart 1971 wordt het werk verricht tussen tweeëntwintig en zes uur als nachtarbeid beschouwd.

Art. 9. De nachtarbeid geeft recht op een loontoeslag van 20 %.

Hoofdstuk V : Premie voor ploegenarbeid

Art. 10. De arbeiders die in ploegen werken van 6 uur tot 14 uur of van 14 uur tot 22 uur hebben recht op een premie gelijk aan een loonbijslag van 10 %.

Hoofdstuk VI : Premie voor arbeid in gekoelde plaatsen

Art. 11. De arbeiders tewerkgesteld in gekoelde plaatsen hebben recht, voor de erin doorgebrachte uren, op een loontoeslag van :

- 5 % wanneer de temperatuur er lager is dan + 5 graden C;
- 10 % wanneer de temperatuur er lager is dan - 18 graden C;

met een minimum van 20 BEF.

Hoofdstuk VII : Toekenning van een loonbijslag voor verschillende functies

Art. 12. De hierna opgesomde functies geven aanleiding tot het toekennen van een loonbijslag van 5 % ter vervanging van de vroeger overeengekomen toeslag van 1 BEF per uur :

1. Geschoolde arbeider : zouter;
2. Geoefende arbeider : a) roker;
 b) arbeider tewerkgesteld in de koelinstelling;
3. Hulparbeider : a) helper-zouter;
 b) helper-roker;
 c) helper van de arbeider tewerkgesteld in de koelinstelling;

Art. 13. De bij artikel 12 vastgestelde loonbijslag wordt berekend op grond van het aan de arbeider werkelijk betaalde loon. Hij wordt evenwel slechts toegekend voor de tijd dat de functie wordt verricht.

Hoofdstuk VIII : Geldigheid

Art. 14. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze van 25 juni 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, tot vaststelling van de uurlonen van de werklieden en werksters tewerkgesteld in de ondernemingen van vleesconserven, worsten, pekelvlees, gerookt vlees en vleesderivaten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 juni 1998 (Belgisch Staatsblad van 9 september 1998).

Zij heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000. Nadien wordt zij stilzwijgend verlengd voor opeenvolgende périodes van één jaar, behoudens opzegging door één der partijen uiterlijk drie maanden voor het verstrijken van de collectieve arbeidsovereenkomst bij een ter post aangetekende brief, gericht aan voorzitter van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid.

Gunstigere regelingen die vóór de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst bestonden, blijven behouden.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 20 december 1971, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, betreffende de vaststelling van de premies voor ploegen- en nachtarbeid van de werklieden en werksters tewerkgesteld in de ondernemingen van vleesconserven, worsten, pekelvlees, gerookt vlees en vleesderivaten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 3 juli 1972 (Belgisch Staatsblad van 24 oktober 1972) en de beslissing van het Paritair Comité van de voedingsnijverheid van 9 juni 1959 betreffende de lonen van sommige arbeiders die in de vleesindustrie werken, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 27 augustus 1959 (Belgisch Staatsblad van 12 september 1959) worden opgeheven met ingang van 1 juni 1999.

Commentaar

De in artikel 2, eerste lid vermelde minimumuurlonen bedragen in Euro :

	<i>38 uren week</i>	<i>37 uren week</i>
<i>Hulparbeiders</i>	<i>9,3084 EUR</i>	<i>9,5290 EUR</i>
<i>Geoefenden</i>	<i>9,6443 EUR</i>	<i>9,8711 EUR</i>
<i>Geschoolden</i>	<i>10,0632 EUR</i>	<i>10,3074 EUR</i>